Synergies Roumanie n° 15 - 2020 p. 41-53

GERFLINT
ISSN 1841-8333
ISSN en ligne 2261-3463

L'enjeu du passé : la réécriture autoritaire de l'histoire de la Shoah en Hongrie

Nora Berend
University of Cambridge, UK
nb213@cam.ac.uk

Reçu le 29-05-2020 / Évalué le 11-06-2020 / Accepté le 12-10-2020

Résumé

Le gouvernement hongrois depuis des années s'est lancé dans un processus de réécriture de l'histoire de la Shoah en Hongrie. La version dominante vise à présenter la Hongrie en tant que victime et à obscurcir le rôle du gouvernement hongrois de l'époque en insistant sur la responsabilité allemande dans l'anéantissement des Juifs dans les camps de concentration. Ainsi, la participation hongroise dans le déroulement de la déportation et la privation des Juifs des droits humains sont passées sous silence. On assiste à la mise en place d'un nouveau patrimoine (monuments, médias gouvernementaux, livres d'école…) s'inscrivant dans un nouvel antisémitisme politique.

Mots-clés : Shoah, Holocauste, Hongrie, gouvernement hongrois, antisémitisme politique

Provocarea trecutului:
rescrierea autoritară a istoriei Holocaustului în Ungaria

Rezumat

Guvernul maghiar își promovează de mai mulți ani agenda privind rescrierea istoriei Holocaustului în Ungaria. Versiunea acestuia plasează Ungaria în postura de victimă și diminuează rolul jucat de guvernul maghiar în exterminarea evreilor în lagărele de concentrare. Astfel, participarea maghiarilor la deportarea evreilor și la privarea acestora de drepturile lor fundamentale a fost diminuată. Asistăm la conturarea unui nou patrimoniu (monumente, mass media guvernamentală, manuale școlare etc.) care se înscrie într-un nou antisemitism politic.

Cuvinte-cheie: Shoah, Holocaust, Ungaria, guvernul maghiar, antisemitism politic

BDD-A31729 © 2020 Gerflint
Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.216.103 (2026-01-19 22:37:10 UTC)

The challenge of the past: the authoritarian rewriting of the history of the Holocaust in Hungary

Abstract

The Hungarian government has been propagating its agenda to rewrite the history of the Holocaust in Hungary for many years. Their version presents Hungary as a victim and obscures the Hungarian Government's role in depriving Jews of their human rights and deporting them, by focusing on the responsibility of the Nazis and the murder of Jews in the concentration camps. Statues, governmental media and schoolbooks all serve this political antisemitism.

Keywords: Shoah, Holocaust, Hungary, Hungarian government, political antisemitism

Introduction

Le gouvernement hongrois depuis longtemps s'est lancé dans la réécriture de l'histoire de la Shoah hongroise. Ce gouvernement a nommé 2014 « l'année de la commémoration de la Shoah hongroise ». Mais au lieu de commémorer les victimes, les politiciens ont utilisé le prétexte de l'année commémorative pour imposer de nouvelles thèses avec pour objectif une relecture du passé qui vise à exonérer la Hongrie de ses responsabilités dans ce drame européen. Selon la vision gouvernementale, qui apparaît maintenant non seulement dans les monuments et les médias gouvernementaux, mais aussi dans des livres d'école, la responsabilité de la Shoah est rejetée totalement sur les nazis allemands, coupables à la fois de la déportation et l'anéantissement des juifs hongrois, mais aussi, plus généralement, de l'occupation de la Hongrie à partir du 19 mars 1944 qui s'est traduite par la mort de nombreux Hongrois non-juifs. Il s'agit d'une véritable entreprise de déculpabilisation collective des Hongrois transformant le statut des Hongrois en victimes et non plus en auteurs de violence.

1. Le mythe de la « créance » historique, source de dédouanement

C'est une variation d'un thème cher aux nationalistes : l'interprétation de l'histoire d'un point de vue de victimisation (Assmann, Conrad, 2010). Ce *topos* traverse les interprétations de l'histoire hongroise depuis longtemps, comme le démontre l'hymne hongrois daté du 1823 :

Donne à qui fut longtemps broyé
Des jours paisibles et sans peines ;
Ce peuple a déjà payé
Pour les temps passés ou qui viennent.

BDD-A31729 © 2020 Gerflint
Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.216.103 (2026-01-19 22:37:10 UTC)

L'idée que les Hongrois ont une sorte de créance historique, c'est à dire qu'ils ont payé à l'avance pour les crimes qu'ils peuvent encore commettre, peut être compris comme une justification donnant carte-blanche pour n'importe quel comportement. Cette justification qui permet tous les dédouanements a été beaucoup utilisé depuis 1823.

Les promoteurs les plus fidèles de cette thèse viennent de l'extrême droite. La « créance » historique qui fait que les Hongrois sont victimes de l'Histoire depuis plus longtemps que les Juifs a pour origine le traité de paix de Trianon (juin 1920), au lendemain de la Grande Guerre, traité présenté comme un « Holocaust hongrois » (444.hu/2017/06/09/ ; 444.hu/2019/03/12/ ; Friss, 2015). Refusant de reconnaître la moindre part de responsabilité dans l'histoire de la monarchie Austro-Hongroise, les Hongrois sont présentés comme des victimes du démembrement de leur pays qui a causé la perte d'une minorité importante de la population. Le traité de Trianon est considéré comme la racine de tous les problèmes du 20e siècle, et en même temps explique – et justifie – tout ce que les gouvernements successifs ont fait. La période communiste d'après-guerre est interprétée à l'aune de ce paradigme : elle est présentée comme un effet de la « vengeance juive ». Cette « revanche » aurait provoqué un niveau de crimes qui dépasserait largement le niveau des crimes commis par des Hongrois contre les Juifs pendant la guerre. On a donc une grille de lecture officielle de l'histoire hongroise bâtie sur ce principe d'exonération collective et sur une base profonde d'antisémitisme, où la période qui précède et qui succède à la Seconde Guerre mondiale fait apparaître les Hongrois comme victimes d'une violence internationale qui dépasserait la violence que les Hongrois ont fait subir aux Juifs, voire qui justifierait cette violence. Et cette violence antisémite est systématiquement relativisée puisqu'elle est imputée largement à l'occupant allemand pendant le Second Conflit mondial.

Cette manière de voir les choses tend à faire oublier que les gouvernements hongrois du régime Miklós Horthy, qui était chef de « l'armée nationale » et Régent entre mars 1920 et octobre 1944, sont à l'origine de plusieurs lois antisémites avant et pendant la deuxième guerre mondiale : restriction de l'accès des juifs à l'éducation supérieure (1920) et, entre 1938-1942, tout une série de lois et décrets gouvernementaux qui ont progressivement dépouillé les juifs de tous leurs droits. À partir de 1939, le gouvernement hongrois a aussi organisé un service de travaux forcés pour les hommes juifs adultes, soit pour l'armée (mais sans armes), soit dans les mines et pour d'autres corvées, dans des conditions terribles. En 1941, tous ceux qui avaient deux grands-parents juifs étaient définis comme Juifs, et le mariage entre Juifs et Chrétiens étaient interdit. En plus, de sa propre initiative, le gouvernement a expulsé près de 18 000 Juifs « non-citoyens » à Kamianets-Podilskyi

BDD-A31729 © 2020 Gerflint
Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.216.103 (2026-01-19 22:37:10 UTC)

(Ukraine) en 1941. Beaucoup d'entre eux, en fait, étaient des citoyens depuis toujours de la Ruthénie subcarpatique (en Ukraine), territoires qui appartenaient à la Hongrie avant les accords du Trianon et qui ont été récupérés grâce à l'alliance avec Hitler. Les autorités hongroises déportaient les Juifs à l'autre côté de la frontière en l'Ukraine, à l'époque sous contrôle nazi, où la plupart d'entre eux étaient tués. À Novi Sad (Voïvodine, Serbie), en janvier 1942, c'est l'armée et les gendarmes hongrois eux-mêmes qui ont massacré des Serbes et des Juifs sur les territoires récemment occupés par la Hongrie dans la même vague de revendications territoriales (Berend, 2014b).

Le 19 mars 1944, à la suite des négociations hongroises avec les Alliés, pour empêcher la conclusion d'un armistice, l'armée allemande a occupé la Hongrie. Cela a été, pourtant, une occupation sans grande résistance. Le régent Horthy a conservé le pouvoir et a nommé un nouveau gouvernement. Ce gouvernement a ensuite organisé le déplacement forcé des Juifs dans des ghettos, puis leur déportation. En 57 jours à partir de 14 mai 1944, 437 000 Juifs étaient déportés, la plupart à Auschwitz. Bien que la destination fût un camp d'extermination nazi, ce n'était pas le commando nazi qui a véritablement effectué cette déportation. Des gendarmes hongrois ont dirigé les Juifs dans les ghettos, les ont placés de force dans les wagons à bestiaux. Il existe des récits de déportation insupportables. Comme celui qui raconte qu'un gendarme a transpercé le nouveau-né d'une jeune femme qui lui a imploré de l'épargner à la baïonnette avant de le jeter dans le wagon. Des Hongrois ont frappé et torturé des Juifs pour découvrir leurs objets de valeur cachés. Des sages-femmes hongroises ont effectué des fouilles intrusives des femmes avant la déportation. Ce chiffre, 437 000, dont environ 380 000 furent tués, est d'autant plus effroyable que la perte entière de la Hongrie pendant la guerre était entre 830 000 à 950 000 (environ 6, 5% de la population hongroise), dont entre 340 000 à 360, 000 soldats. Donc, presque la moitié des morts est représentée par les Juifs déportés (Braham, 2016 ; Kádár, Csősz, Vági, 2013).

De manière tactique et opportuniste, Horthy a ensuite (le 6 Juillet) arrêté la déportation des Juifs de Budapest (qui étaient concentrés dans des maisons marquées d'une étoile jaune à partir de 21 Juin 1944). Il l'a fait sous pression internationale, pour garder la possibilité de négocier un armistice, quand il était clair que Hitler et ses alliés allaient perdre la guerre. En même temps, cela démontre clairement que sans son accord, les déportations n'auraient pas eu lieu, et que donc la responsabilité des autorités hongroises est pleinement engagée dans le processus de la destruction des Juifs hongrois.

À la suite de la défection de la Roumanie aux côtés de l'Union soviétique, suivant l'exemple roumain, Horthy a déclaré l'armistice. Cette fois, 15 octobre 1944, les

BDD-A31729 © 2020 Gerflint
Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.216.103 (2026-01-19 22:37:10 UTC)

Allemands ont soutenu un coup d'Etat des Croix-fléchées, le parti pronazi hongrois. Les meurtres commis par ces derniers, y compris les massacres des Juifs par balle au bord du Danube, illustraient l'initiative active des Croix-fléchées hongroises et démentaient le mythe d'une soumission des autorités aux instructions allemandes. On peut également mentionner que la population locale a été aussi bénéficiaire du butin : les gens ont pillé les biens des Juifs, ou ont légalement « redistribué » ces biens (Kádár & Vági, 2005). Les Églises n'ont pas aidé non plus au sauvetage des victimes juives, à l'exception de quelques individus. L'Église catholique, par exemple, a insisté sur les 6 mois de préparation pour le baptême, envoyant des instructions de ne pas accélérer le processus, dans un contexte où beaucoup ont espéré sauver leur vie par la conversion (Szenes, 1986 : 203-204, 236). La fin de la guerre n'a pas mis fin à la violence antijuive. Après la fin de l'occupation nazie, entre 1945-1948, des Hongrois ont délibérément déclenché des pogroms, dans lesquels quelques Juifs, survivant la Shoah, était massacrés (Szőcs). Le cas n'est malheureusement pas unique en Europe de l'Est.

2. Un passé recomposé pour rendre acceptable l'intolérable

Comment écrire un passé plus tolérable, plus acceptable ? Pour imposer un passé reconstruit, le gouvernement a conçu plusieurs projets. La tendance gouvernementale actuelle met l'accent sur le sauvetage des Juifs par les Hongrois. Cela participe d'un mouvement, qui se développe dans toute l'Europe, de mise en valeur des « Justes parmi les nations », une distinction du Yad Vashem (Jérusalem). Ainsi, on a nommé les quais au bord du Danube d'après ceux qui ont « sauvé » des Juifs, mais comprenant des individus qui, en fait n'ont rien fait. *Le nombre de ceux, en fait peu nombreux, parmi la population hongroise qui se sont activement engagés dans le sauvetage de leurs compatriotes juifs est couramment exagéré, propagé entre autres par une émission de radio qui prétendait que, pendant l'été 1944, à Budapest, il avait fallu nourrir, vêtir et cacher près de 300 000 juifs, qu'une action sociale sans précédent avait aidé ces gens à survivre, mais beaucoup de ces derniers auraient ensuite fait preuve d'ingratitude. L'histoire officielle et popularisée se tait sur les milliers de dénonciations contre les Juifs cachés pendant l'occupation nazie* (Berend, N. 2014b).

La version gouvernementale admets la culpabilité des Croix-fléchées, mais suggère une continuité entre ces derniers et les communistes d'après-guerre, au nom de l'équivalence des horreurs du nazisme et du communisme et de l'antitotalitarisme. Un symbole éclatant de cette version est le musée de *La Maison de la Terreur* à Budapest. Ce musée, qui fonctionne depuis des années pour pervertir l'histoire, minimise la Shoah, nie la responsabilité hongroise, et en même temps souligne les

BDD-A31729 © 2020 Gerflint
Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.216.103 (2026-01-19 22:37:10 UTC)

crimes du communisme (Ungváry, 2002), toujours dans la perspective implicite d'un dédouanement collectif. Pareillement, le site officiel du gouvernement sur la Shoah en Hongrie commence par les événements du 19 mars 1944, comme si la discrimination contre les Juifs avait commencé à cette date. C'est oublier tout un pan du passé antisémite de la Hongrie. Le site donne l'impression que les déportations déroulaient uniquement sous pression nazie, et avec la participation active d'une très petite minorité de Hongrois : le gouvernement de Sztójay et les Croix-fléchées de Szálasi étaient les seuls à être mentionnés (holokausztemlekev2014).

Le gouvernement a créé son propre Institut de Recherches Historiques, appelé *Veritas*, dont le directeur Sándor Szakály a été nommé directement par le secrétaire d'État au cabinet du Premier ministre. Son financement est fourni directement du cabinet du Premier ministre. L'institut est chargé de réécrire l'histoire de la nation. L'objectif n'est pas la « vérité ». Il s'agit de « Renforcer les liens d'appartenance nationale » en créant une « conscience historique nationale » (net.jogtar.hu). Pour ce faire, par exemple, Szakály a appelé les déportations vers Kamianets-Pod'olskyi en 1941 une « mesure de police » contre les étrangers en situation irrégulière (Berend, 2014a). La version officielle de cette histoire est toujours orientée autour de l'idée que la situation des Juifs de la Hongrie n'a empiré qu'après le 19 mars 1944. On utilise systématiquement la terminologie du régime de Horthy, en minimisant les atrocités et en les justifiant. Le gouvernement actuel rend impossible le travail des institutions existant qui sont gardiens d'une vérité historique. Après avoir déstabilisé le Centre Mémorial de l'Holocauste en le privant de financement, le gouvernement a voulu mettre la main plus directement sur sa direction, et a créé une situation confuse : le mandat du directeur reste précaire depuis des années.

Le 31 décembre 2013, une décision gouvernementale a décrété la construction d'une statue commémorative de l'occupation allemande de la Hongrie (19 mars 1944). Le projet était déclaré prioritaire pour l'économie nationale hongroise ; autrement dit, nul effort ni argent n'était épargné pour sa réalisation. Sous prétexte de manque de temps, le sculpteur a été nommé par le gouvernement, sans concours. La statue aurait dû être dévoilée le jour anniversaire de l'occupation, mais à cause de la critique qui s'est manifestée contre le projet, la date en a été repoussée à la fin du mois de mai 2014, après les élections. Mais quand le parti *FIDESZ* a gagné de nouveau en avril, on a commencé de bâtir le monument deux jours après les élections. À la suite de nouvelles protestations, l'installation de la statue a été repoussée une nouvelle foi, pour être finalement érigée durant la nuit du samedi 19 au dimanche 20 juillet 2014, en présence d'une importante force de police, sans annonce préalable et sans cérémonie d'inauguration, mais sous bonne garde policière. L'inauguration n'a jamais eu lieu (Berend, 2014b).

BDD-A31729 © 2020 Gerflint
Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.216.103 (2026-01-19 22:37:10 UTC)

Le haut-relief du monument porte l'inscription suivante : « Monument aux victimes de l'occupation allemande ». Le bas-relief est constitué d'une pierre gravée successivement en anglais, en hébreu, en allemand et en russe, déclarant plus succinctement : « À la mémoire des victimes ». L'inscription polyglotte contenait des erreurs dans les traductions. Beaucoup plus grave, la syntaxe du texte hébreu inversait la phrase à sa moitié, attestant au moins l'ignorance du sens de la lecture en hébreu (de droite à gauche). La traduction de « à la mémoire des victimes » devrait littéralement être LeZichram shel HaKorbanot (מרכזל לש תונברוקה) ; mais, inversée, on a mis : HaKorbanot LeZichram shel. Après un scandale public, cette erreur fut corrigée.

La statue représente l'archange Gabriel attaqué par un aigle impérial, à une échelle monumentale de 7 mètres. Gabriel symbolise la Hongrie, et l'aigle, l'Allemagne Nazie. C'est la dernière insulte dans une longue série initiée par le gouvernement hongrois contre les victimes de la Shoah au moment du 70e anniversaire de l'anéantissement d'une grande partie des communautés juives de la Hongrie. La statue propose un message simple et mensonger : la responsabilité des atrocités de la seconde guerre mondiale en Hongrie ne repose que sur les nazis allemands, tandis que les Hongrois étaient tous des victimes. La spécificité et l'unicité de la Shoah est évacuée. De même que la politique antijuive des gouvernements hongrois depuis les années 1920.

Après les critiques par les représentants de la communauté juive, des intellectuels et des historiens, le Premier ministre lui-même a écrit une défense personnelle de la statue, en justifiant le symbolisme (Orbán, 2014). « Gabriel exprime la douleur et rude épreuve, que la nation hongroise a senti et souffert à cause de la perte de sa liberté. La perte de l'indépendance de notre patrie avait des conséquences tragiques. Elle a demandé la vie des centaines de milliers de gens. » L'archange Gabriel symbolise « toutes les victimes du Nazisme », un choix approprié, car le « destructeur malfaisant » au fond était l'antichristianisme. Les nazis ont détruit des valeurs chrétiennennes, donc toutes les victimes « s'ils étaient de la foi de l'Ancienne Testament, Chrétiens ou athées, étaient des victimes d'une dictature qui était la manifestation de la tendance anti-Chrétienne ». Finalement, en admettant la collaboration hongroise, le Premier ministre Viktor Orbán en diminue l'importance, en écrivant que partout en Europe, la collaboration avec les nazis était aussi répandue et que, donc, la Hongrie n'est pas une exception. Il s'ensuit que la Hongrie ne peut pas assumer une responsabilité qui n'est pas la sienne : « Il n'y aurait pas eu de déportation sans l'occupation allemande » : « Si on ne l'admet pas, on peut difficilement imaginer une coexistence future sincère, basée sur la confiance. Notre génération est devenue favorable aux politiques radicales anti-communistes, car

BDD-A31729 © 2020 Gerflint
Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.216.103 (2026-01-19 22:37:10 UTC)

nous en avions assez d'une vie mensongère basée sur la méfiance ». Tout se passe comme si le Premier ministre formulait une menace envers la communauté juive existante, avec laquelle une coexistence future deviendrait difficile s'il n'y a pas l'acceptation de la non-responsabilité de la société hongroise à l'égard de la Shoah.

Un autre exemple de cette stratégie de recomposition mémorielle peut être évoqué : le projet pour un nouveau musée, *la Maison des Destins*. La volonté de créer un nouveau musée de la Shoah est surprenante dans la mesure où il existe déjà un tel musée : le Centre Mémorial de l'Holocauste, qui ressemble au Mémorial de la Shoah à Paris. Depuis des années, ce musée est privé d'argent, et des hommes politiques ont attaqué verbalement son exposition permanente parce qu'elle démontre la complicité gouvernementale et d'une partie de la société hongroise. *La Maison des Destins*, en revanche, devait soutenir l'idéologie gouvernementale actuelle, en soulignant que beaucoup de Hongrois ont sauvé des juifs. Le musée voulait se concentrer sur les survivants, surtout les enfants, en négligeant le processus qui a mené aux meurtres de masse et la responsabilité de la société hongroise. Il devait ressembler à un parc à thèmes, avec des survivants racontant leurs souvenirs. Ce projet a été placé sous la direction de Mária Schmidt, qui est également la directrice du musée de la Maison de la Terreur. On comprend pourquoi. Le gouvernement a essayé d'obtenir l'accord des institutions internationales après les protestations (venant des associations juives) auxquelles ce projet a donné lieu. Les experts sollicités (Yad Vashem, United States Holocaust Memorial Museum, European Holocaust Research Infrastructure, International Holocaust Remembrance Alliance) ont tous rejeté le concept et ont rompu les relations professionnelles avec Mária Schmidt (Braham, 2014). Des bâtiments, déjà construits, sont restés vides pendant des années. Récemment, le gouvernement a obtenu la coopération d'une organisation juive nouvelle, EMIH (Egységes Magyarországi Izraelita Hitközség), fondée en 2004, et a annoncé l'ouverture prochaine du musée (Guaquelin, 2019). Gergely Gulyás, le secrétaire du Cabinet du Premier ministre, a estimé que le fait de considérer que les déportations des Juifs étaient accomplies par les nazis allemands n'équivaut pas à démentir la responsabilité hongroise et à faire oublier que « le gouvernement n'a pas protégé ses citoyens » (Windisch, 2018). Bien évidemment cette façon de parler est elle-même un démenti : le gouvernement hongrois a fait bien plus que ne pas protéger les Juifs hongrois.

Le gouvernement contrôle aussi l'éducation, en octroyant des livres d'écoles écrits par ses acolytes. Un livre d'école en histoire écrit en 2016 déclare que les dirigeants ecclésiastiques ont protesté contre la troisième loi contre les Juifs, la loi qui a défini « Juif » en tant qu'une race, et a interdit le mariage mixte. Le livre omet de mentionner que ces ecclésiastiques ont protesté non pas contre la loi, qu'ils

BDD-A31729 © 2020 Gerflint
Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.216.103 (2026-01-19 22:37:10 UTC)

ont approuvée, mais contre le manque de protection pour des convertis anciens à la Chrétienté. Le livre attribue les déportations aux nazis, sans mentionner le rôle des gendarmes et d'autres personnel hongrois. A l'inverse, on accorde une place très importante à ceux qui ont essayé de sauver les Juifs, ce qui tend à marginaliser ceux, beaucoup plus nombreux, qui ont participé à leur anéantissement (Borhegyi, 2016 : 185-186, 188).

3. Les enjeux contemporains de la réécriture du passé hongrois

Une question mérite d'être posée : pourquoi cette insistance sur la réécriture de la Shoah ? Comment se fait-il que la Shoah hongroise soit un enjeu aussi important pour la Hongrie d'aujourd'hui ?

Évidemment, une partie de la réponse est la volonté de peindre un passé sans tâche, un passé honorable de la nation. Il s'agit de construire une mémoire, même contre l'histoire (l'histoire des historiens), dont la finalité n'est pas la vérité mais la cohésion sociale. Mais cela ne constitue pas l'explication complète. La raison sous-jacente, et je pense déterminante, plus importante que le mythe d'un passé irréprochable construit sur des mensonges, est la fonction de l'antisémitisme dans la politique hongroise. Le gouvernement est désireux de représenter la période d'entre-deux-guerres et le régime de cette époque comme un passé acceptable, car les membres du gouvernement actuel entendent se légitimer politiquement et historiquement en se présentant comme les héritiers du régime de Miklós Horthy. Une réhabilitation progressive de ce régime est en train de se produire depuis des années. Le gouvernement n'interdit pas l'érection des statues de Horthy (il y en a maintenant plusieurs) ; les places publiques sont remodelées pour être des copies de leur état en 1944 ; les rues sont renommées pour restituer les noms d'avant 1945. Le préambule de la nouvelle Constitution, passée en force en janvier 2012, déclare que la Hongrie a perdu sa souveraineté le 19 mars 1944, et ne l'a regagné qu'avec les premières élections post-communistes, le 2 mai 1990. Cela signale que le gouvernement se voit en tant que continuateur du régime d'entre-deux-guerres.

Il convient de rappeler que le régime d'entre-deux-guerres, marqué par l'amiral Horthy, se définissait en tant que « chrétien-national ». Cette étiquette, en fait, voulait dire antisémite (Hanebrink, 2009). L'antisémitisme était un des fondements de la politique du régime. Il semble que cette caractéristique attire toujours une partie de la population, comme si l'imprégnation antisémite de la société hongroise était toujours active. Donc, jouer la carte antisémite est important pour conserver le soutien populaire. Évidemment, ce gouvernement n'aura jamais le soutien de gauche. Il lui faut donc utiliser tous les moyens pour rivaliser avec l'extrême-droite

BDD-A31729 © 2020 Gerflint
Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.216.103 (2026-01-19 22:37:10 UTC)

et attirer les votes. Il y a donc aussi une dimension politicienne à cette instrumentalisation du passé.

Après beaucoup de scandales, le gouvernement a compris que l'antisémitisme ouvert n'est pas admissible en Europe. Mais il a toujours besoin d'un antisémitisme qui soit voilé pour le monde extérieur, mais clairement compréhensible en Hongrie. C'est pourquoi on peut détecter un double discours dans l'utilisation et la terminologie de l'antisémitisme, qui diffère vers l'étranger et à l'intérieur de la Hongrie.

Dans le discours officiel destiné à l'international, la reconnaissance de la responsabilité hongroise pour la Shoah est de mise. Le vice-premier ministre et ministre de l'Administration publique et de la Justice, Tibor Navracsics, a déclaré à une conférence organisée par l'Institut Tom Lantos, à Budapest, en octobre 2013 que l'Etat hongrois était aussi responsable de la Shoah. À la même conférence, le ministre des Affaires étrangères János Martonyi, déclarait : « Nous acceptons la responsabilité ». En janvier 2014 à New York, Csaba Kőrösi, ambassadeur de la Hongrie à l'ONU, a même demandé pardon aux victimes de la Shoah au nom de l'Etat, qui « était coupable... de ne pas avoir défendu ses citoyens, et d'avoir aidé et financé le génocide. Les institutions de l'Etat hongrois de l'époque étaient responsables pour la Shoah. Les excuses de l'Etat hongrois actuel doivent devenir partie intégrante de la mémoire nationale et de l'identité ». Une vraie et complète repentance était donc offerte à l'ONU.

En revanche, à Budapest en janvier 2014, le jour international de la commémoration de la Shoah, János Lázár, le secrétaire du Cabinet du Premier ministre, a parlé de la culpabilité hongroise d'une autre façon. Si on prête attention à son discours, on mesure comment il essayait de manœuvrer entre la nécessité d'admettre la culpabilité proclamée lors d'un forum international, et la volonté de suivre l'idéologie gouvernementale : il a notamment parlé de la responsabilité « de certains dirigeants » pour les déportations mais aussi d'une « tragédie nationale » (vienna.io.gov.hu). Le même János Lázár a utilisé un ton bien différent dans le discours vers le public hongrois. Comme responsable de l'organisation des événements de l'année commémorative de la Shoah, il a assuré le public que le Premier ministre Orbán souhaitait répondre « à tous nos compatriotes hongrois et co-citoyens juifs » sur la controverse de la statue commémorative de l'occupation allemande. Plus tard, il a accusé la Fédération des communautés juives hongroises (MAZSIHISZ) de « sabotage » quand la fédération a déclaré le boycottage des célébrations gouvernementales de l'année commémorative. Il a déclaré que « l'ultimatum [de l'association juive] inquiète de nombreuses personnes et n'influence pas dans la bonne direction la coexistence juive-hongroise qui a été un succès pendant de nombreux siècles dans le bassin des Carpates ».

BDD-A31729 © 2020 Gerflint
Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.216.103 (2026-01-19 22:37:10 UTC)

Les discours du premier ministre Viktor Orbán, malgré une volonté affichée de se montrer ami des Juifs, emploie la terminologie des co-citoyens juifs, c'est-à-dire qu'il valide la distinction entre « eux » (Juifs) et « nous » (Hongrois). Orbán a expliqué l'antisémitisme comme « le résultat d'un complexe d'infériorité… beaucoup de gens pensent que les Juifs sont plus forts qu'eux et veulent leur faire du mal. Ils n'ont aucune intention de nous faire du mal. Je leur explique qu'il nous est interdit de voir les Juifs en tant que danger ; au lieu de cela, nous devons les voir comme le don de Dieu » (Orbán, 2013).

Orbán a noué des bonnes relations avec Netanyahu, son homologue israélien. Leur programme de droite les rapproche, et Orbán peut protester de son innocence par rapport à l'antisémitisme. En même temps, le gouvernement a trouvé un autre moyen d'exprimer l'antisémitisme sans faire mention du mot « Juif » dans les campagnes anti-Soros (Thorpe, 2017 ; Rankin, 2019). George Soros, d'origine juive hongroise, est présenté comme coupable de vouloir infliger des immigrants à l'Europe afin de détruire la civilisation chrétienne européenne. On explique qu'il veut détruire les clôtures de barbelés autour de la Hongrie et qu'il est derrière les politiciens de l'opposition, à la fois de gauche et de droite. Il serait derrière tout groupe de citoyens qui s'opposent au gouvernement, derrière toute ONG qui lutte contre l'injustice, pour la transparence, contre la corruption. Les affiches contre Soros ont recouvert le pays en 2017. Aucune mention du mot « Juif », et toujours des protestations d'innocence contre la charge d'antisémitisme, bien qu'un des affiches est directement tiré d'un modèle nazi. Mais il est clair que la population comprend tout à fait le vrai message, comme le démontrent les inscriptions et graffiti ajoutés sur des affiches : « Juif puant », avec l'étoile de David. Le gouvernement visait aussi l'université de l'Europe Centrale, que le gouvernement dans ses médias appelle « l'université Soros », pour rendre impossible son existence continue en Hongrie. En Soros, le gouvernement pense avoir retrouvé le bouc émissaire parfait. Des manifestations en Hongrie contre une nouvelle loi, surnommé loi d'esclavage, qui permit 400 heures supplémentaires de travail, ont suscité la réaction suivante d'un politicien du parti gouvernant, Balázs Hídvéghi : « Les événements des deux derniers jours montrent clairement que le réseau de Soros soutenant les immigrants organise des manifestations violentes à Budapest… Rien n'est sacré pour eux, rien n'est honoré. Ils ont délibérément provoqué de manière agressive la police. » Selon lui, les mêmes 1 000 à 1 500 personnes se présenteraient aux manifestations dans le cadre des événements politiques du « Réseau Soros » : les mêmes gens avaient auparavant organisé des manifestations à « l'université de Soros » ; « des mercenaires étrangers appartenant au groupe Soros soient également présents dans les rues ». Les manifestants « cherchaient un prétexte pour présenter la Hongrie sous un mauvais jour » (Népszava, 2018).

BDD-A31729 © 2020 Gerflint
Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.216.103 (2026-01-19 22:37:10 UTC)

Conclusion

Dans les cinq dernières années, la réécriture de la Shoah, disculpant les Hongrois actifs dans la persécution, a été couplée à l'antisémitisme politique qui a une tradition riche en Hongrie, et qui vise à gagner le soutien populaire d'une partie des Hongrois. On ne peut pas comprendre l'importance de cette instrumentalisation pour le gouvernement sans la placer dans cette perspective politique du présent.

Bibliographie

Assmann, A., Conrad, S., éds. 2010.*Memory in a Global Age: Discourses, Practices, Trajectories*. New York: Palgrave Macmillan.

Berend, N. 2014a. « Magyar myth-makers ». *History Today*, nº 64/3, p. 3-4.

Berend, N. 2014b. «Hongrie: Le travestissement gouvernemental de la mémoire de la Shoah». [En ligne] : http://usagespublicsdupasse.ehess.fr/961/ [consulté le 20 mai 2020].

Borhegyi, P., ed. 2016.*Történelem Tankönyv 7*. Budapest: Oktatáskutató és Fejlesztő Intézet.

Braham, R.L. 2014. *Hungary: The Assault on the Historical Memory of the Holocaust*. [En ligne] : https://www.ushmm.org/m/pdfs/20140318-Holocaust-in-Hungary-Braham-Assault-on-Historical-Memory.pdf, [consulté le 8 décembre 2019].

Braham, R.L. 2016.*The Politics of Genocide: The Holocaust in Hungary*, 3rd rev. ed. New York: Columbia University Press.

Friss, R. 2015. « Holokauszt vs. Trianon ». [En ligne] : https://nepszava.hu/1056513_holokauszt-vs-trianon, [consulté le 3 décembre 2019].

Guaquelin, B. 2019. « Hongrie : Le projet du musée de l'Holocauste divise la communauté juive », *Le Monde* 19 Février. [En ligne] : https://www.lemonde.fr/international/article/2019/02/19/hongrie-le-projet-de-musee-de-l-holocauste-divise-la-communaute-juive_5425429_3210.html [consulté le 8 Décembre 2019].

Hanebrink, P. A. 2009.*In Defense of Christian Hungary: Religion, Nationalism and Antisemitism, 1890-1944*. Ithaca, NY: Cornell University Press. [En ligne] : http://holokausztemlekev2014.kormany.hu/a-magyarorszagi-holokauszt [consulté le 01 Juillet 2014]. https://net.jogtar.hu/jogszabaly?docid=A1300373.KOR&searchUrl=/gyorskereso%3Fkeyword%3Dveritas.

Kádár, G., Vági, Z. 2005.*Hullarablás: A magyar zsidók gazdasági megsemmisítése*. Budapest: Jaffa Kiadó.

Kádár, G., Csősz, L., Vági, Z. 2013.*The Holocaust in Hungary: Evolution of a Genocide*. Lanham, Md, Washington D.C.: Altamira Press and United States Holocaust Memorial Museum. http://vienna.io.gov.hu/lazar-janos-a-magyar-allam-egyes-vezetoit-szemelyes-felelosseg-terhelte [consulté le 2 décembre 2019].

Népszava 14 Décembre 2018, https://nepszava.hu/3018612_fidesz-a-tuntetok-nem-tisztelik-a-magyar-emberek-donteset [consulté le 8 Décembre 2019].

Orbán, V. 2013. https://2010-2014.kormany.hu/en/prime-minister-s-office/the-prime-ministers-speeches/interview-with-prime-minister-viktor-orban-in-yedioth-ahronoth [consulté le 1 décembre 2019].

Orbán, V. 2014. http://www.origo.hu/attached/20140430davidk.pdf [consulté le 8 décembre 2019].

Rankin, J. 2019. « Brussels accuses Orbán of peddling conspiracy theory with Juncker poster », *The Guardian* 19 Février, https://www.theguardian.com/world/2019/feb/19/brussels-orban-jean-claude-juncker-poster-george-soros-hungary [consulté le 8 décembre 2019].

Szenes, S. 1986.*Befejezetlen múlt : Keresztények és zsidók, sorsok*. Budapest: Szenes Sándor.

BDD-A31729 © 2020 Gerflint
Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.216.103 (2026-01-19 22:37:10 UTC)

Szőcs, L. *Antiszemita zavargások, pogromok és vérvádak 1945-1948*, http://konfliktuskutato.hu/index.php?option=com_content&view=article&id=140:antiszemita-zavargasok-pogromok-es-vervadak-1945-1948&catid=16:esetek [consulté le 8 Décembre 2019].

Thorpe, N. 2017. « Hungary vilifies financier Soros with crude poster campaign » 10 July, https://www.bbc.co.uk/news/world-europe-40554844 [consulté le 8 décembre 2019].

Ungváry, K. 2002. « A káosz háza », *Magyar Narancs*, nº 10, https://magyarnarancs.hu/konyv/a_kaosz_haza-59381 [consulté le 3 février 2014].

Windisch, J. 2018. « Holokauszt látványpark ? A Sorsok Háza a tűzzel játszik, ha a gyors borzongásra épít », *HVG* 2 Octobre, https://hvg.hu/itthon/20181002_sorsok_haza_schmidt_maria_koves_slomo_mazsihisz_jad_vasem_holokauszt, [consulté le 3 décembre 2019].
https://444.hu/2017/06/09/kiakadt-a-roman-kulugy-lazar-trianonrol-szolo-beszede-miatt [consulté le 7 novembre 2018].

https://444.hu/2019/03/12/a-kormany-baberkoszorut-nyujtott-at-az-ironak-aki-szerint-a-zsidotorvenyek-a-zsidok-erdekeit-szolgaltak [consulté le 3 décembre 2019].

© Revue du Gerflint (France) - Éléments sous droits d'auteur -
Modalités de lecture consultables sur le site de l'éditeur www.gerflint.fr

BDD-A31729 © 2020 Gerflint
Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.216.103 (2026-01-19 22:37:10 UTC)